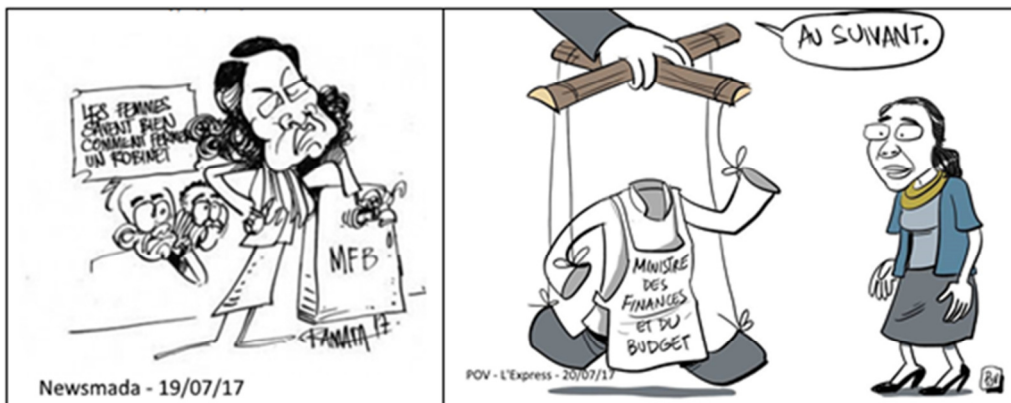


La commission consultative de réflexion et de proposition pour l'amélioration de l'encadrement juridique du processus électoral a transmis son rapport au chef du gouvernement. Un comité interministériel, présidé par le premier ministre, va prendre le relais pour élaborer un projet de texte. Parmi les recommandations formulées, figurent l'indépendance financière effective de l'institution et le renforcement de la neutralité de l'administration. Il est proposé également une réglementation et une limitation des fonds de campagne. La société civile redoute que l'adoption de ce projet de loi intervienne trop tardivement pour la présidentielle de 2018.

Selon la représentante résidente des Nations unies, le « ni...ni » ne s'appliquera pas pour le scrutin présidentiel de 2018. Une déclaration qui devrait rassurer le camp des partisans d'Andry Rajoelina et de Marc Ravalomanana, qui suspectent le pouvoir de préparer des mesures visant à les exclure de la prochaine compétition. **A l'occasion de l'« Independence day » l'ambassadeur des Etats-Unis a plaidé lui aussi pour des élections « libres, transparentes et ouvertes à tous ».** « Laissez à la population le dernier mot. C'est à la population qu'incombe la responsabilité des résultats des élections », a-t-il lancé. Une position réaffirmée également par l'ambassadrice de France et l'ambassadeur de Grande-Bretagne. Le président du parti AKFM s'est insurgé contre les déclarations de la représentante du Pnud. Il affirme qu'« il y a d'ores et déjà un candidat de la communauté internationale que cette dernière veut soutenir ». **Les élections présidentielles de 2018 se présentent sous de mauvais auspices, selon plusieurs observateurs,** parmi lesquels le Groupe des experts nationaux (GEN). Tenir des élections dans les conditions actuelles provoquerait à coup sûr une crise postélectorale, met-il en garde.

« Nous revendiquons l'instauration sans délai d'une nouvelle République dans l'esprit et les principes de la refondation », déclarent des leaders de l'opposition en marge du forum qu'ils ont organisé. Dans une missive adressée au SG des Nations unies, ils dénoncent la démocratie amputée d'une réelle opposition. Dans ce même courrier, ils fustigent également « les atteintes aux droits humains, l'abus de pouvoir, la corruption, le détournement des deniers publics et les agressions de la population par sa propre armée ».

La date limite de dépôt des candidatures pour devenir membre du Conseil du Fampihavanana Malagasy (CSN/CFM) a été reportée en raison de l'afflux de candidatures. Plus de 300 dossiers auraient déjà été enregistrés. Le comité de sélection national doit établir la liste des 22 membres appelés à représenter les régions. *Midi* estime que la neutralité de cette institution n'est pas garantie, le chef de l'Etat ayant la main sur la désignation de 11 de ses membres.



Le ministre des finances et du budget, Gervais Rakotoarimanana, a démissionné « Les conditions pour amener des changements ne sont pas remplies », a-t-il déclaré, évoquant une différence « de vision et de manière de travailler ». Nombre de proches du pouvoir lui ont reproché de faire la sourde oreille à certaines pressions et à se faire le chantre de l'orthodoxie budgétaire. Il avait pour cela le soutien des bailleurs de fonds et du FMI, avec lesquels d'importants accords ont été conclus. Il a été remplacé par Vonintsalama Andriambololona, qui avait occupé le poste de secrétaire générale du ministère de 2009 à 2015 avant d'être remerciée pour avoir soutenu le DG du Trésor de l'époque qui avait dénoncé une transaction douteuse impliquant le parti présidentiel HVM.



Le rassemblement « *cultuel et festif* » qui devait marquer le 15^e anniversaire du Tim de Marc Ravalomanana au stade de Mahamasina n'a pas pu se tenir. Dans un premier temps, la préfecture de police avait octroyé son autorisation mais elle l'a ensuite retirée pour des raisons de sécurité publique. Les organisateurs ont tenté d'ignorer ce revirement mais les forces de l'ordre ont bloqué l'accès au stade et démonté les installations. Le cortège qui s'est formé avec l'ancien président à sa tête a été dispersé par les forces de l'ordre. Pour RFI, Marc Ravalomanana a malgré tout réussi son grand retour dans la capitale. Son coup de communication savamment orchestré sonne comme un début de campagne. En réponse à la manifestation qualifiée d'« *illégal* », le premier ministre a affirmé que « *l'État compte prendre les mesures en conséquence* », sans en préciser la nature. Des « *mesures strictes* » ont été annoncées par le conseil de gouvernement à l'encontre des responsables « *d'actes de déstabilisation* ». Une nouvelle demande d'autorisation pour tenir un rassemblement au stade de Mahamasina le 29 juillet a été rejetée par la préfecture de police. Le parti a affirmé se conformer à cette décision.



Claudine Razaimamonjy, conseillère spéciale de la présidence, reste incarcéré à la prison pour femmes de Manjakandriana. Christine Razanamahasoa, membre du Mapar et ancienne ministre de la justice de la Transition, félicite le DG du Bianco et l'encourage vivement à poursuivre ses efforts dans le traitement de cette affaire et réclame une enquête parlementaire. « *Je laisse la justice faire son travail* », a déclaré le chef de l'État, questionné par les journalistes de TV5 Monde et France 24. Le site Sobika a publié le contenu d'un entretien téléphonique musclé de décembre 2016 entre Claudine Razaimamonjy et un enquêteur du Bianco dans lequel la conseillère clame à plusieurs reprises sa proximité avec le chef de l'Etat. Son avocate a accusé le Bianco d'être impliqué dans la divulgation de cet enregistrement. Selon

Midi, une enquête portant sur les conditions de l'évacuation sanitaire de Claudine Razaimamonjy à Maurice serait en cours au Bianco. Le directeur du ministère de l'intérieur, chargé de l'attribution des subventions exceptionnelles aux communes et de l'attribution des marchés publics, a été déferé devant la Chaîne pénale puis remis en liberté. Le Bianco a procédé à l'arrestation de trois autres personnes impliquées dans l'affaire des subventions aux communes et qui étaient en fuite. L'une d'entre elles, le maire d'une commune de la Haute Matsiatra, a été placée sous mandat de dépôt.

Iles Eparses : le « *Vovonana Mampiray* » de l'ancienne juge internationale Arlette Ramaroson s'est adressé à Emmanuel Macron pour réclamer l'ouverture des pourparlers sur la rétrocession de ces îles.

Dans son dernier ouvrage « *Insurgez-vous* », le père Pedro se dresse contre la pauvreté à Madagascar. Sans ambages, le prêtre fustige « *le désintérêt et l'hypocrisie* » des dirigeants envers les plus vulnérables. Si les politiciens sont particulièrement ciblés, les institutions religieuses et les bailleurs sont aussi pointés du doigt.

Le Comité des droits de l'homme (CDH) des Nations unies, réuni à Genève, a examiné l'engagement de Madagascar au Pacte international sur les droits civils et politiques (PIDCP) (4^e rapport périodique). Dans un communiqué publié à cette occasion, Amnesty international déclare : « *il faut stopper l'engrenage des violations des droits humains* ». Son directeur du programme Afrique australe affirme que « *l'examen du CDH (...) offre aux autorités malgaches l'occasion de faire le bilan de tous les problèmes relatifs aux droits humains qui se posent dans le pays, et de s'efforcer d'y remédier* ».

Les actes de banditisme se multiplient sur les routes nationales. Les coopératives de transport lancent un cri d'alarme. La gendarmerie, l'Agence de transport terrestre et les opérateurs de transport se sont réunis en urgence pour rechercher des solutions face à la prolifération des attaques de véhicules sur les grands axes. Les stratégies adoptées n'ont pas été dévoilées. Depuis janvier, 18 présumés braqueurs ont été arrêtés, 4 ont été tués.

Les attaques de dahalo continuent de défrayer la chronique. Deux brigades de gendarmerie ont été prises d'assaut par des dahalo. Pour répliquer à l'insécurité dans le Sud, un bataillon interarmes sera mis en place à Ihosy dès le mois de septembre. Composé d'éléments commandos, il renforcera l'Unité spéciale anti-dahalo (USAD) de Betroka. Il devrait être chargé d'opérations de grande envergure contre les dahalo dans les régions Ihorombe, Atsimo Andrefana, Atsimo Antsinana, Anosy et Haute Matsiatra. « *Des éléments commandos composeront ce bataillon. Il sera notamment doté d'un hélicoptère pour traquer les dahalo* », déclare le général Randriamahavalisoa, secrétaire d'État à la gendarmerie.

Plusieurs actes de vindicte populaire sont à nouveau signalés. Suite à une attaque de dahalo à Malaimbandy, des poursuites ont été engagées par le fokonolona qui est parvenu à capturer vivants 11 malfaiteurs dont ils ont sectionné les mains avant de les exécuter. Celles-ci ont ensuite été présentées à la gendarmerie.

Le secteur privé a lancé un nouveau cri de détresse face à la recrudescence de l'insécurité. 28 groupements d'entreprises demandent à l'État de prendre des mesures concrètes pour la sécurisation des personnes et des biens. Ils estiment que l'impunité nourrit l'insécurité et la corruption. L'ambassadrice de France a annoncé que le gouvernement malgache avait nommé une « *magistrate référente* » pour les affaires de kidnapping de ressortissants étrangers, qui frappent notamment les indo-pakistanaïses de nationalité française.

Le dossier Antsakabary sort des tiroirs du comité mixte d'enquête quatre mois et demi après l'audition des parties civiles. Le peloton de 42 policiers ayant participé à l'expédition punitive ont été entendus. Une plainte a été déposée, annonce la présidente du « *Vovonana Mampiray* », Arlette Ramaroson, qui dénonce l'inertie des autorités judiciaires. Cinq prévenus concernés par le meurtre de deux policiers à l'origine de cette affaire ont été entendus mais les délestages ont abrégé les auditions. 350 villageois avaient été interpellés lors d'une rafle menée par les policiers dans plusieurs fokontany de la commune. 31 avaient été présentés devant un juge d'instruction.

Le militant écologiste Clovis Razafimalala, coordinateur de la coalition Lampogno, a été condamné à 5 ans de prison avec sursis. Parmi les huit coaccusés, trois d'entre eux ont été condamnés à trois ans de prison ferme. Les accusés devront verser au district 50 millions Ar de dommages et intérêts. Amnesty International avait demandé la libération immédiate et sans conditions de ce militant écologiste détenu pour des raisons politiques. La société civile a dénoncé la condamnation de Clovis Razafimalala et a décidé de faire appel du jugement.

Le syndicat des magistrats (SMM) continue de dénoncer les ingérences du pouvoir dans certaines affaires, la non-application de plusieurs décisions de justice et des menaces à leur encontre. Après deux jours de protestation début juin, l'ultimatum lancé au pouvoir n'ayant pas été suivi d'effet, les syndicalistes ont lancé un mot d'ordre de grève d'une semaine. Suite à une rencontre entre le SMM et le premier ministre, une commission tripartite a été mise sur pied pour étudier en urgence la faisabilité des revendications des magistrats.

Me Maria Raharinarivonirina, présidente de l'ACAT Madagascar, lance un projet de lutte contre les détentions préventives abusives. Elle va organiser des visites régulières de détenus à la prison d'Antanimora. Les cas de détention hors délais et injustifiés seront identifiés et les dossiers transmis à des avocats référents.

Le Bianco constate des défaillances dans l'application de la stratégie nationale de lutte contre la corruption. Présentant aux députés son rapport annuel, le directeur général a exposé les avancées de son service, les défaillances ainsi que les perspectives dans la lutte contre ce fléau. La synergie qui aurait dû être forte entre le Bianco et la Chaîne pénale anti-corruption n'a pu se concrétiser. À cela s'ajoute l'insuffisance des ressources humaines et financières. Madagascar a perdu 22 places dans le classement mondial 2016 de Transparency International. Une table ronde sur cette thématique a été organisée entre le Bianco, le gouvernement et les partenaires techniques et financiers, avec l'appui du Pnud. Pour le DG du Bianco, de gros efforts restent à accomplir dans la lutte contre la corruption. Un point de vue partagé par l'ambassadeur des États-Unis qui aurait menacé de placer certains collaborateurs de la présidence sur « *liste noire* ».

Les désastres provoqués dans le Sud par l'insécurité et la corruption ont été dénoncés par le président de l'association GTZ. Sont frontalement pointés du doigt les agissements de la justice, des forces de l'ordre, des fonctionnaires, des élus locaux, des parlementaires, des dépositaires de pactes villageois (Dina) et même des syndicalistes, de certaines organisations de la société civile, d'autorités religieuses et d'investisseurs.

75 % des fonctionnaires échappent aux concours administratifs et sont recrutés par la voie de « l'intégration ». Nombre de postes de fonctionnaires reviennent aux proches, aux membres de la famille ou encore aux connaissances des dirigeants. « *Le népotisme, le copinage et les pots-de-vin font partie des pratiques quotidiennes et ne sont pas des faits nouveaux* », confirme Midi.

Le CCOC dénonce le très faible budget alloué à la santé publique, alors que les autorités malgaches ont ratifié la déclaration d'Abuja qui dispose que chaque État doit allouer 15 % de son budget à ce secteur. Le budget

consacré au social diminue depuis 2014 et se place en 2017 au 6e rang. Le CCOC critique également la trop faible déconcentration des budgets et l'opacité qui entoure l'utilisation des fonds alloués par les bailleurs de fonds.

L'Unfpa a remis au ministère de la sécurité publique des matériels destinés à faciliter la collecte et le traitement des données sur les cas de violences basées sur le genre. En seront notamment bénéficiaires les services de protection des mineurs.

La commission de référence pour les formations en médecine a décidé de suspendre jusqu'à nouvel ordre l'ouverture d'offres de formation en sciences de la santé dans les établissements privés. Nombre d'instituts délivrent des diplômes qui ne possèdent aucune valeur sur le marché du travail.

Selon le président de l'Ordre des médecins, les faux médecins pullulent dans toutes les régions du pays. Le manque de personnel et d'infrastructures de santé dans les zones enclavées pourrait contribuer à favoriser l'exercice illégal de la médecine, qui met les patients en grand danger.

Madagascar de plus en plus touché par les hépatites B et C. Selon le ministère de la santé, « *la prévalence de l'hépatite B est estimée en moyenne à 23 % pour la population générale* » Un chiffre qui ne cesse d'augmenter. Le ministère a décidé de lancer une campagne de vaccination.

Une femme, à la tête d'un important réseau de traite spécialisée dans l'envoi de travailleuses au Koweït a été arrêtée. Sa traque a duré plus d'un an. La prévenue est une récidiviste qui avait déjà été condamnée.

Le BIT souligne que plus de 3 millions d'enfants mineurs sont employés à Madagascar. Trois axes ont été priorités par l'Organisation : lutte contre le travail des enfants dans la cueillette de la vanille, amplification du réseau de lutte contre l'exploitation sexuelle dans le secteur du tourisme et lutte contre les travaux domestiques réalisés par des enfants.

Sécurisation du statut des enfants adoptés : une nouvelle loi votée par le Sénat. Le projet de réforme a été préparé par l'Autorité centrale de l'adoption au vu des constats effectués depuis la dernière loi sur l'adoption, remontant à 2005. « *Désormais, on doit rechercher des parents pour l'enfant et non des enfants pour les parents* », déclare Onitiana Realy, ministre de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme. De nouvelles conditions sont exigées des étrangers qui veulent adopter des enfants malgaches.

L'insécurité qui règne dans le district de Midongy du Sud affecte la scolarisation. Des enseignants fuient leur lieu de travail et des parents refusent d'envoyer leurs enfants à l'école. Des dahalo enlèvent des enfants pour se protéger dans leur fuite. Les résultats scolaires sont alarmants. L'insécurité alimentaire contribue à aggraver la situation. Les résultats aux examens sont en chute libre sur l'ensemble de la Grande île

157 écoles privées à Antananarivo ont été sommées de régulariser leur situation auprès du ministère de l'éducation nationale. Depuis le mois de janvier, une loi contrôle plus strictement les écoles privées qui ne se conforment pas aux exigences de l'Etat en matière d'éducation, de programme ou d'infrastructures.



Le slameur Barry Benson, animateur d'une émission parodique hebdomadaire produite par le Mouvement pour la liberté d'expression (MLE) aurait échappé à un enlèvement. Cinq hommes en tenue civile se seraient rendus à son domicile mais n'y auraient trouvé que sa mère, qui aurait été enlevée et relâchée au bout de 4 jours, suite à l'audition du jeune homme « *pour port de tenue militaire illégal* » durant l'émission. Le journaliste de la station Viva et membre du MLE, Fetra Rakotondrasoa, qui a remplacé Barry Benson pour la présentation de cette émission, a été convoqué au bureau des affaires criminelles et spéciales. La perquisition effectuée à son domicile n'a donné aucun résultat. Un journaliste du quotidien Free News, Haja Randrianatoandro, a également été auditionné à la brigade spéciale à propos de cette émission. Face aux actes d'intimidation des journalistes et à l'interdiction de manifester, le MLE a dénoncé « *les dérives autoritaires de l'Etat* ».

L'Observatoire des médias et de la communication llontsera dénonce « *tout acte d'intimidation, de harcèlement et d'atteinte à la personne (physique, psychologique, morale) à l'encontre des journalistes* ».

La gendarmerie a intercepté sur le littoral de Mananara-Nord un cargo côtier transportant 22 rondins de bois de rose relevant d'un stock saisi. Ces bois allaient vraisemblablement être transbordés au large sur un bâtiment dont la trajectoire a intrigué les services de surveillance. En provenance d'Asie, il semblait avoir pour destination Durban. Un nouveau comptage des stocks saisis est annoncé, ce qui pourrait inciter certains propriétaires à multiplier les tentatives d'exportation avant l'échéance.

Les députés ont décidé de mener une enquête parlementaire à **Ambatondrazaka où l'exploitation illicite de pierres précieuses se développe à un rythme effréné.**

Rafle d'une cinquantaine d'exploitants illicites dans un gisement de saphir à proximité d'Ambanja. Le directeur régional des mines avait demandé de mettre un terme au saccage des rizières et des cultures de la population locale. 200 chercheurs de saphir ont été dénombrés mais beaucoup ont pris la fuite avant l'intervention des forces de l'ordre.

Les habitants de Soamahamania redoutent une reprise de l'exploitation aurifère chinoise, suspendue suite à une violente contestation villageoise. La population avait exigé l'annulation du permis d'exploitation. Le porte-parole des habitants établit un lien entre les autorisations données à cette exploitation et les travaux confiés aux entreprises chinoises pour le Sommet de la Francophonie. Hery Rajaonarimampianina a toujours accusé les meneurs du mouvement de politisation. Selon lui, la population aspire dans son immense majorité à la poursuite du projet, générateur d'emplois pour les jeunes et de revenus pour la localité.

4,270 kg d'or ont été saisis lors du traitement d'un vol à destination d'Abu Dhabi. 32 kilos d'or ont été interceptés depuis le début de cette année, un record. Pour *L'Express*, ces cas de trafic déjoués ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan des exportations illicites. Les Nations unies ont évalué la valeur des exportations illicites de métal jaune de Madagascar à 75 millions de dollars en 2012. Pourtant, **la réforme du secteur aurifère mise en œuvre par les autorités commencerait à porter ses fruits.** 1 300 kg d'or ont été exportés légalement au 1^{er} semestre, soit le double de la même période de 2016, pour une valeur de plus de 38 millions de dollars.

20 % des captures des thonidés dans le Sud-Ouest de l'océan Indien proviennent de la pêche illicite, estime la FAO. Ce qui représente annuellement 400 millions de dollars à la première vente, soit un milliard de dollars en termes de valeur ajoutée. Le Plan régional de surveillance des pêches impliquant les huit Etats de la COI, mis sur pieds il y a 10 ans avec le concours de l'UE et de la Banque mondiale, vient d'être actualisé.

Des Chinois exploitent plusieurs milliers d'hectares dans la région de Morombe. Le spectre de l'affaire foncière Daewoo refait surface. Les autorités ont nié que ces terrains aient été vendus à des étrangers, ce que proscriit la loi malgache. Des témoins affirment cependant que des intermédiaires malgaches réalisent des transactions entre les propriétaires et les Chinois, empochant au passage d'importantes commissions. Les terrains achetés ou concédés produisent de l'arachide qui est exportée via le port de Toliara.

Plateforme pour l'Emergence de Madagascar : non aux baux emphytéotiques. Louer un terrain pour une durée aussi longue équivaut selon elle à une vente. Ce n'est ni une option ni une solution, affirme-t-elle, en réponse aux propos tenus par le chef de l'Etat, qui s'est déclaré favorable à cette formule.

Changement climatique - La COP 21 n'a eu que peu de retombées pour Madagascar. « *Trop de discours mais peu d'actions* », déplorent les spécialistes. Les politiques publiques n'ont pas su s'adapter et les actions de sensibilisation sur la protection de l'environnement et les économies d'énergie n'ont pas été engagées.

Réponse d'urgence face à la sécheresse causée par El Niño : il manquerait encore 59,4 millions de dollars à l'enveloppe de 155 millions de dollars jugée nécessaire pour faire face à cette situation.

D'une superficie de 314 000 ha, l'aire protégée COFAV (Corridor forestier Ambositra Vondrozo), créée en juillet 2015, subit une dégradation massive causée par l'afflux de milliers de personnes venus pratiquer des activités illicites : coupes de palissandre, exploitations minières, cultures sur brulis, feux de brousse... L'association des journalistes Verts de Fianarantsoa, tire la sonnette d'alarme.

Le FMI a confirmé le décaissement des 86 millions de dollars au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Une excellente nouvelle pour la nouvelle ministre des finances et du budget, Vonintsalama Andriambololona. Le FMI juge positivement les résultats du programme économique appuyé par le Fonds.

La Banque mondiale a présenté son « Cadre de partenariat pays » (CPP) qui bénéficie d'un financement de 1,3 milliard de dollars pour la période 2017-2021. Le CPP vise à aider Madagascar à accroître la résilience des

personnes les plus vulnérables, à favoriser une croissance inclusive et à mobiliser d'importants investissements privés pour le développement, tout en renforçant les institutions nationales et locales afin de réduire leur fragilité.

Le gouvernement, la Sadc et le Comesa ont signé un accord de libre-échange déjà adopté par 19 pays du continent. Le marché unique devrait comprendre à terme 26 pays, de la Méditerranée au Cap de Bonne-Espérance, pour une population de 625 millions d'habitants. Le chef du gouvernement a toutefois reconnu que pour l'économie malgache il s'agit d'un challenge redoutable.

La grève déclenchée par le syndicat des douaniers a mis en émoi les milieux économiques et a fait peser une lourde hypothèque sur les ressources financières de l'Etat. Le ministère a fait planer des menaces de réquisition et de suspension de salaires. Des négociations ont tout de même pu s'engager, avec décision de mettre en place une plateforme de dialogue avec le ministère de tutelle. L'amicale des inspecteurs des douanes est intervenue comme modérateur et a persuadé les grévistes de reprendre le travail.

Dotée de lobbyistes au sein même du gouvernement, la Chine multiplie les signatures de contrats, notamment dans l'électricité, indique La L.O.I. Une pénétration qui ne suscite pas l'adhésion de la population, contraignant les groupes chinois à mener de véritables campagnes de relations publiques. Encouragée par le gouvernement, la présence chinoise suscite un violent rejet, note *La Lettre*, qui écrit encore : « *Les rapprochements diplomatico-économiques s'intensifient ces derniers temps entre Madagascar et la Chine, la Grande Ile espérant trouver un partenaire moins regardant que les bailleurs traditionnels occidentaux quant aux exigences de bonne gouvernance* ».

La Grande île gagne treize places dans l'indicateur « Création d'entreprises » du classement Doing Business 2017. Le pays est désormais à la 113e place. Le secteur tertiaire arrive très largement en tête des créations, principalement dans les activités d'import/export.

Turkish Airlines intensifie ses activités à Madagascar. Outre ses trois vols passagers par semaine, la compagnie lance un vol cargo régulier au départ d'Antananarivo. L'initiative est perçue par certains comme une nouvelle offensive du régime Turc, soucieux de renforcer sa présence sur la Grande île et sur le continent africain.

Les aéroports d'Antananarivo et de Nosy Be vont prendre un coup de jeune. Le consortium Ravinala Airports - qui comprend le groupe Aéroports de Paris (ADP), Bouygues Bâtiment International, Colas et Meridiam Africa - annonce qu'il va débiter ses travaux. Leur coût, estimé initialement à 150 millions d'euros, dépasserait les 200 millions. Les problèmes de financement seraient à l'origine du retard pris par le projet, qui devait être initié dans le cadre des sommets du Comesa et de la Francophonie en novembre 2016. *La Gazette* souhaiterait plus de transparence dans le montage financier et s'interroge sur l'existence de rétro-commissions.

Le riche homme d'affaires Xavier Niel, créateur de l'opérateur télécom Free, en visite à Madagascar. « *Xavier Niel compte investir dans certains des projets du ministère* », annonce le ministre des postes et télécom. « *Je lui ai proposé d'investir dans la mise en place d'un incubateur à Madagascar* », a-t-il révélé. Le fondateur de Free s'est associé avec Telma pour la commercialisation d'Only à La Réunion et à Mayotte et de Telma aux Comores. Les deux partenaires ambitionnent de développer ensemble d'autres projets, a déclaré en 2015 Hassanein Hiridjee, franco-malgache d'origine indienne, deuxième fortune de Madagascar, à la tête d'un important conglomérat. Le pays compte attirer de grands investisseurs pour devenir un hub TIC dans l'océan Indien.

« L'économie malgache est encore une économie coloniale », souligne le représentant de la Friedrich Ebert Stiftung. En effet, le pays ne produit pas encore pour les besoins de sa population. 95 % des produits non agricoles, nécessaires pour la vie courante, sont importés. Pour cet observateur, l'économie malgache a besoin d'une véritable transformation et non de quelques ajustements.

De nouveaux billets de banque mis en circulation Parmi eux, une coupure inédite de 20 000 Ar (5,90 euros) Son montant élevé a suscité de vives critiques, alors que 90 % des Malgaches vivent avec moins de 2 dollars par jour. Des observateurs redoutent que cette coupure favorise l'économie souterraine et informelle.

Le désenclavement numérique progresse. Les opérateurs de télécommunications, membres du consortium METISS, câble transocéanique alternatif au SAFE d'Orange, comptent mettre en service au 1^{er} semestre 2019 un câble de 3 000 km reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à la côte est de l'Afrique du Sud.

La lettre de cadrage budgétaire du projet de Loi de finances 2018 prévoit pour la première fois et sur insistance du FMI, **l'extinction progressive des subventions faramineuses accordées par le budget à la Jirama et à Air Madagascar.**

Un projet financé par Livelihood, un fonds d'investissement dans l'agriculture durable financé par de gros industriels de l'agroalimentaire, se fixe comme objectif de venir en aide aux producteurs de vanille. Le

projet compte aider plus de 3 000 producteurs et leurs familles, en les connectant directement au marché, afin que 60 % de la valeur de la vanille leur revienne, contre 5 à 20 % aujourd'hui.